



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

LE “PROBLÈME ANGLOPHONE” AU CAMEROUN : LA RÉPONSE PAR LE PROCESSUS PARTICIPATIF AU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Par Joseph Tchinda Kenfo

.....

Titulaire d'un Doctorat PhD en Histoire, option Relations Internationales de l'Université de Yaoundé I et Ancien normalien, Joseph Tchinda Kenfo est un chercheur indépendant diplômé en Études stratégiques à l'Université de Yaoundé II-Soa, en Développement international de la Dale Kietzman Academy – USA, en Développement durable à l'Université Niccolo Unicusano de Rome et en Planification Territoriale et Développement Local à l'Université du Québec à Montréal. Il poursuit actuellement un mandat professionnel à l'Office de consultation publique de Montréal. Il est par ailleurs auteur de plusieurs articles scientifiques et chapitres d'ouvrages.

Expertise : Dynamiques sociopolitiques au Cameroun, questions internationales africaines, développement durable, planification territoriale, aménagement durable des communautés, processus participatifs et développement local.

RÉSUMÉ

Les pratiques discriminantes ou du moins le sentiment de vivre une discrimination ont pendant longtemps reposé sur la couleur de la peau (la race). Nous avons encore en mémoire la situation des Noirs aux États-Unis et en Afrique du Sud sous le régime de l'Apartheid. De nos jours, à ces actes, se sont également superposés des incidents de stigmatisation difficiles à qualifier et donc à réprimer. Dans les pays du Sud, au-delà de la race, certaines pratiques vécues ou perçues comme discriminantes reposent désormais sur des critères linguistiques avec des assises territoriales et amènent les groupes à remettre en question la nature ou mieux la forme de l'État. C'est le cas du désormais (on aimerait même dire éternel) "problème anglophone", véritable secret de polichinelle qui défraie la chronique depuis quelques mois au Cameroun. En effet, à la suite des revendications des avocats anglophones et des marches supposées des enseignants de même expression, nous avons assisté à une vague de protestations sans précédent, allant de la désobéissance civile jusqu'aux appels à la sécession en passant par l'appel à un retour à la fédération, les affrontements, la grève des enseignants, une vaste campagne de dénonciation via les réseaux sociaux, etc. La réaction des autorités a également oscillé entre répression, apaisement, isolement et tentative de médiation. Ces positions ont d'ailleurs suscité de vives réactions auprès des Camerounais d'expression française au point de diviser les "intellectuels" et la société avec. Ce problème est-il nouveau? Comment l'État du Camerounais peut-il, au-delà du jeu politicien, y répondre dans une approche inclusive? Ces deux questions constituent le fil directeur de cette contribution qui vise à montrer que seul un processus participatif au développement du territoire est en mesure d'y apporter des solutions durables.

MOTS CLÉS: Cameroun, problème anglophone, contestation, répression, participation.

ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES

Cette contribution vise à montrer que seul un processus participatif au développement du territoire est en mesure d'apporter des solutions durables au problème anglophone au Cameroun. En effet, l'auteur examine d'abord, à travers un arrière plan historique, les ressorts du malaise exprimé par la minorité anglophone au Cameroun. Par ailleurs, il interroge le déni qui entoure cette question sensible au sein de la classe politique et même intellectuelle. Ensuite, il examine les manifestations et autres actions portées par les leaders politiques et les personnalités de la société civile depuis la fin des années 1980. Ces actions s'inscrivent dans plusieurs

registres; alliant offensive diplomatique, appel à la désobéissance civique et remise en cause de l'autorité de l'État. Enfin, il tente de porter un regard sans concession sur la réponse mitigée des autorités politiques et administratives. Cette dernière oscille entre banalisation, déni, négociation et répression.

CONTEXTE

Le Cameroun tout comme de nombreux pays du Sud fait face à de nombreux mouvements irrédentistes voire identitaires. Ces derniers s'appuient sur certaines pratiques vécues ou perçues comme discriminantes et reposent désormais sur des critères linguistiques avec des assises territoriales. C'est le cas du problème Anglophone qui défraie la chronique depuis plusieurs mois. En effet, à la suite des revendications des avocats anglophones et des marches supposées des enseignants de même expression, nous avons assisté à une vague de protestations sans précédent, allant de la désobéissance civile jusqu'aux appels à la sécession en passant par l'appel à un retour à la fédération, les affrontements, la grève des enseignants, une vaste campagne de dénonciation via les réseaux sociaux, etc.

IDÉES MAJEURES

– Les revendications ou réclamations portées par la minorité anglophone au Cameroun plus connues sous l'expression "Problème Anglophone" divisent une partie de la classe politique et intellectuelle camerounaise. En effet, ces griefs qui questionnent le respect des clauses de la formation de l'État fédéral, puis unitaire et la gouvernance dans son ensemble, relèvent d'un véritable secret de polichinelle.

– L'expression du mal-être des Anglophones au Cameroun, longtemps portée par des élites politiques au travers des associations et actions diplomatiques, tend à se diffuser au sein de la population et de la société civile. La conséquence étant la remise en cause de la forme de l'État.

– La gestion du problème anglophone par l'État du Cameroun doit sortir des schémas habituels. En lieu et place des arrangements et accommodements politiques et autres aménagements cosmétiques, il est urgent de dépasser les plans d'urgence pour penser le long terme. Ainsi, un management de l'urgence et de la réaction ne peut venir à bout de revendications qui menacent la stabilité d'une nation.

– À travers la construction d'un nouveau contrat social, l'État doit être à l'écoute des énergies en travail dans le triangle national et mettre en dialogue les différents registres de légitimité afin que chacun prenne véritablement sa place et se sente concerné.

– Les différents groupes linguistiques au Cameroun, au-delà de la complexité de leurs relations, doivent apprendre à communiquer entre eux, à mieux se connaître et à se découvrir au-delà des préjugés, des stéréotypes et des clivages de leurs “cultures d’origine”.

INTRODUCTION

Les pratiques discriminantes ou du moins le sentiment de vivre une discrimination a pendant longtemps reposé sur la couleur de la peau (la race)¹. De nos jours, à ces actes, se sont également superposés des incidents de stigmatisation difficiles à qualifier et donc à réprimer. Dans les pays du Sud, au-delà de la race, certaines pratiques vécues ou perçues comme discriminantes reposent désormais sur des critères identitaires et linguistiques avec des assises territoriales et amènent les groupes à remettre en question la nature ou mieux la forme de l’État. C’est le cas du désormais (on aimerait même dire éternel) “problème anglophone”, véritable secret de polichinelle qui défraie la chronique depuis quelques mois au Cameroun. En effet, à la suite des revendications des avocats anglophones et des marches supposées des enseignants de même expression, nous avons assisté à une vague de protestations sans précédent, allant de la désobéissance civile jusqu’aux appels à la sécession en passant par l’appel à un retour à la fédération, etc. Cet épisode a par ailleurs remis en scène d’anciennes insatisfactions et frustrations longtemps restées en couveuse. La réaction des autorités a également oscillé entre répression, apaisement, isolement et tentative de médiation. Ces positions ont d’ailleurs suscité de vives réactions auprès des Camerounais d’expression française au point de diviser certains universitaires et la société avec. Ce problème est-il nouveau? Comment l’État du Cameroun peut-il, au-delà du jeu politicien, y répondre dans une approche inclusive? Si le Camerounais francophone moyen ne comprend toujours pas ce que veulent les Anglophones, il est clair en revanche que les universitaires sont divisés quant au enjeux des revendications. Cette divergence est visible au regard de la joute entre les historiens Daniel Abwa²

et Willibroad Dze Ngwa³. Le pouvoir quant à lui a toujours fait comme si le malaise anglophone n’était qu’une vue de l’esprit et leur a pendant longtemps opposé un silence méprisant; les accusant de se définir par rapport à une langue étrangère, ou même de menacer les fondements de l’unité nationale. Ainsi, dans cette réflexion, nous comptons revenir sur le caractère controversé de ce problème à la fois connu et ignoré, ensuite montrer comment dans sa manifestation il remet en cause l’autorité de l’État et enfin analyser avec lucidité la réponse de l’État.

I- LE “PROBLÈME ANGLOPHONE” : FAUX PROBLÈME OU SECRET DE POLICHINELLE ?

À l’évidence, et vous l’aurez remarqué, l’emploi de guillemets tant au niveau du titre que de cette sous-section, témoigne de la prudence qui doit être observée. En réalité, sans angélisme et passion, il est plus que jamais temps de se poser les vraies questions sur le devenir de nos sociétés. Au fait, pendant que les grands enjeux contemporains sont explorés avec lucidité dans les systèmes éducatifs occidentaux et même de certains pays en développement, le Cameroun est encore à s’arc-bouter aux anciennes civilisations dans les contenus. Par ailleurs quand bien même les éléments ou autres traces du passé sont mobilisés, ils ne participent pas à l’intelligibilité du présent. Par conséquent, les populations ont encore une connaissance lacunaire de leur histoire. On apprend encore l’histoire pour “passer la classe” pas pour s’en inspirer comme modèle d’action⁴. Combien de Camerounais sont-ils au fait du “problème anglophone”? Existe-t-il véritablement?

Frontières plurielles, frontières conflictuelles en Afrique subsaharienne, Paris, L’Harmattan, 2000, pp. 115-141.; Abwa, D., *Ni Anglophones, ni francophones: tous des camerounais. Essai d’analyse historique en hommage au regretté Pr. M. Z. Njeuma*, Yaoundé, Ed. Le Kilimandjaro, août 2015, 205p.

3. Pour Dze Ngwa, il s’agit ni plus ni moins d’une discrimination savamment entretenue. Pour plus de détails, Dze Ngwa, W., “The Anglophone Problem in Cameroon: A Historical Perspective, 1916-1995”, Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 1998.; Dong Mougol, G., “Cameroun: expression des identités antagonistes dans une nation à vocation pacifique 1960-2010», in Abwa, D., Ayissi, L., Tsala Tsala, C. (éds), *Regards croisés sur les cinquante ans au Cameroun indépendant et réuni*, Paris, L’Harmattan, 2012, pp.75-90.

4. À ce sujet, lire J. Tchinda Kenfo, “Le passé au service de l’émergence du Cameroun: pouvoir ou devoir de mémoire?”, in Zozime Alphonse Tamekamta (Sous la direction), *L’émergence du Cameroun en 2035 Discours ex ante et utopie ex post?*, Presses Universitaires Francophones, Allemagne, 2016, pp.64-81.

1. Nous avons encore en mémoire la situation des Noirs aux États-Unis et en Afrique du Sud sous le régime de l’Apartheid.

2. Daniel Abwa, actuel secrétaire général de l’Université de Yaoundé I et ancien doyen de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, estime que ce problème tourne autour de trois axes: les récriminations contre la République du Cameroun, la récrimination des hommes politiques en quête de réhabilitation historique et la récrimination des ambitieux en quête de pouvoir politique. Pour plus de détails, Voir Abwa, D., “Le problème anglophone au Cameroun: facteur d’intégration ou de désintégration nationale?”, in C. Dubois, M. Michel, P. Soumille (éds),

Le problème anglophone, c'est un ensemble de revendications exprimées de diverses façons et à maintes occasions par les Anglophones du Cameroun. Les Anglophones du Cameroun ne sont pas tous ceux qui ont l'anglais comme première langue officielle, par opposition à ceux qui parlent le français comme première langue officielle. Pour Sa'a Guimatsia, l'anglophonie au Cameroun est un concept plus ethnique, culturel et régional que linguistique⁵.

En réalité, né de la réunification du Southern Cameroons sous tutelle britannique et de la république du Cameroun (indépendant le 1er janvier 1960), à la suite du référendum organisé par les Nations Unies, l'État fédéral⁶ résulte d'un malentendu ou d'un jeu de dupes⁷. Celui-ci s'est opéré à la conférence de Foumban du 17 au 21 juillet 1961. De nombreuses divergences ont d'ailleurs été relevées entre les leaders politiques du Southern Cameroons à ce sujet notamment entre Emmanuel Endeley du Kamerun National Congress, John Ngu Foncha du Kamerun National Democratic Party et Nde Ntumazah du One Kamerun⁸. Le document produit par Foncha fut rejeté au profit de celui d'Ahmadou Ahidjo, président de la République du Cameroun, qui servit de document de travail pour la mise en place de la fédération; ce qui provoqua le courroux des autres leaders anglophones lors des négociations⁹. Jos Blaise Alima, ancien rédacteur en

chef de *Jeune Afrique*, relève également que le mot d'ordre de réunification était pour John Ngu Foncha un moyen de susciter le sentiment d'hostilité vis-à-vis des *Ibos*, ethnie majoritaire de la région du Sud-Est du Nigeria à laquelle était rattachée administrativement le Southern Cameroons¹⁰. Cet avis est partagé par Jules Sansterre Nkarey. Pour lui en effet, les nationalistes du Cameroun britannique avaient constaté que les positions anti nigérianes (Ibo notamment), anti françaises, séparatistes ou unitaires étaient plus payantes du point de vue de l'appui populaire et du vote que les positions anti-britanniques ou même les campagnes contre les Nations Unies¹¹. Également, Jos Blaise Alima soutient aussi que pour Bernard Fonlon, secrétaire de la conférence de Foumban, le bilinguisme offrait un moyen d'empêcher l'absorption des valeurs et de la culture du Cameroun Occidental. Il va à cet effet demander dès 1964 un fédéralisme moins centralisé, arguant que "le peuple du Cameroun Occidental, dans son immense majorité, s'est prononcé pour la réunification et non pour la fédération"¹².

Aussi, l'unification de mai 1972, obtenue par référendum, accéléra la frustration des anglophones¹³. Jules Sansterre Nkarey met en relief les divergences entre le Président Ahidjo et John Ngu Foncha à ce sujet. Ce dernier estimait que la voie référendaire choisie par Ahidjo pour l'État unitaire était contraire aux accords de Foumban de 1961 et participaient d'une volonté d'enlever tout pouvoir local véritable aux hommes politiques anglophones¹⁴. Il y voit d'ailleurs l'une des causes de sa démission¹⁵. Bien plus, en dehors des enjeux économiques, sociaux, les questions politiques ont motivé sa mise en place¹⁶. Robert

5. Cette définition exclut les Francophones installés depuis longtemps en zone anglophone même s'ils y possèdent des biens et des liens, les Francophones qui maîtrisent l'anglais parce qu'ils ont acquis une éducation anglo-saxonne, ou étudié dans des établissements du sous-système anglophone qui prolifèrent en zone francophone. En clair, les Anglophones du Cameroun, c'est bel et bien une identité culturelle bien particulière, un espace géographique limité et un parcours historique spécifique, avant d'être une simple communauté linguistique. Voir à ce sujet Sa'ah Guimatsia, F., "Le problème anglophone au Cameroun : Comment éteindre le volcan en éruption ?", https://www.editions-harmattan.fr/auteurs/article_pop.asp?no=31905&no_artiste=18165 ; Sa'ah Guimatsia, F., *Cinquante ans de bilinguisme au Cameroun. Quelles perspectives en Afrique ?*, Paris, L'Harmattan, 2010.

6. La réunification du 1er octobre 1961 voit la création de la République fédérale du Cameroun avec deux États fédérés, le Cameroun occidental (anglophone) et le Cameroun oriental (francophone).

7. Pour les tractations relatives au processus de réunification ainsi que l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée la conférence de Foumban en juillet 1961, lire C. Tobie-Kuoh, *Mon témoignage. Le Cameroun de l'indépendance (1958-1970)*, Paris, Karthala, 1990, pp.119-137.

8. J.-B. Alima, *Les chemins de l'unité nationale. Comment se forge une nation : l'expérience camerounaise*, Paris, ABC, 1977, p.162.

9. Ibid, pp.165-166.

10. Ibid, pp.111-119.

11. J. S. Nkarey, *Afrique. L'histoire entre le Cameroun anglophone et le Cameroun francophone de 1472 à 2003*, Paris, Publibook, 2014, p.64.

12. Cité par J.-B. Alima, *Les chemins de l'unité nationale*, 1977, pp.114-119.

13. John Ngu Foncha va dès le début s'opposer à la première étape notamment la mise en place du parti unique (L'Union Nationale Camerounaise) étant donné que cela signifiait la perte certaine de son poste de président à vie du KNDP.

14. J. S. Nkarey, *Afrique. L'histoire entre le Cameroun anglophone*, 2014, pp.171-182.

15. Ainsi, lors d'une conférence de presse le 23 février 1970 à Yaoundé, le président Ahidjo annonça qu'il changeait de colistier. Salomon Tandeng Muna prit la parole de Foncha comme premier ministre du Cameroun Occidental (partie anglophone) en mai 1970 avec le cumul de ses fonctions de vice-président de la République Fédérale.

16. Une partie de la population était hostile vis-à-vis des prises de position d'Ahidjo, notamment dans le dossier de la guerre du Biafra. En effet, le Cameroun avait pris

Kpwang Kpwang note par ailleurs que la découverte des gisements de pétrole a poussé le président Ahidjo à accélérer son projet d'unité afin d'éviter toute réaction pouvant conduire aux vellétés sécessionnistes¹⁷. Ces derniers étant convaincus de leur marginalisation politique¹⁸, des tentatives de "francisation"¹⁹ et de la faiblesse de la mise en œuvre des ressources à leur profit (en particulier le pétrole). Il en est de même en 1984 lorsque deux ans après avoir remplacé Ahmadou Ahidjo, le président Paul Biya décide de modifier la constitution et de supprimer l'adjectif "Unie" et de revenir à l'appellation République du Cameroun. Les réactions sont vives comme nous le montrons dans la section suivante et il suffit de lire la lettre de Akere Muna²⁰ à son frère francophone en 1995, c'est-à-dire dix ans plus tard, pour comprendre la profondeur et l'ampleur de la frustration. Cette politique dite de l'intégration nationale est dénoncée par Mola Njo Litumbé, leader du Southern Cameroon National Council (SCNC), mouvement sécessionniste anglophone, qui déclare : *"La fameuse politique d'intégration nationale a été sciemment conçue pour assurer notre annihilation. Il est inadmissible que les anglophones soient traités comme des citoyens de seconde zone. Dans ces conditions, nous considérons que l'indépendance est la seule voie possible"*²¹.

fait et cause pour la Fédération tandis que les populations s'étaient montré solidaires à la cause de l'État sécessionniste proclamé par le colonel Emeka Ojuku. La position du président Ahidjo était attribuée à la solidarité Peul car Yacoubou Gowon tout comme Ahidjo était un Peul du Nord du Nigeria.

17. R. Kpwang Kpwang, "L'évolution de l'État du Cameroun au lendemain de l'indépendance : de la République du Cameroun (RC) à la République du Cameroun (RC) (1960-1996)", in Abwa, D., Ayissi, L., Tsala Tsala, C. (éds), *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réuni*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.172-173.

18. W. Nze Ngwa illustre le problème de la discrimination entretenue par le pouvoir francophone par la diminution progressive du nombre de ministres anglophones présents dans les gouvernements successifs. De 5 ministres à 3 entre 1970 et 1971 et 1 seul en 1994. Pour plus, voir W. Dze Ngwa, "The Anglophone Problem in Cameroon: A Historical Perspective, 1916-1995", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 1998, pp.77-79.

19. P. Konings, "Le problème 'anglophone' au Cameroun dans les années 1990", in *Politique Africaine*, No 62, Le Cameroun dans l'entre-deux, Paris, Karthala, juin 1996, p.25.

20. Cet avocat anglophone et militant de la lutte anti-corruption est le fils de Salomon Tandeng Muna, ancien Premier Ministre du Cameroun Anglophone.

21. R. Mbog, "Cameroun: pourquoi les anglophones veulent la partition. Le 40e anniversaire de la création de l'État unitaire du Cameroun masque mal les vellétés

Ce sentiment est renforcé par les difficultés qu'éprouvent les populations à capter les retombées de l'exploitation des ressources naturelles du territoire. Pour les régions d'expression anglaise, en l'occurrence le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, il s'agit du pétrole, des plantations industrielles, de la forêt, des carrières, etc. Également, le développement assez déséquilibré du territoire camerounais vient renforcer ou approfondir le clivage. En décembre 1999, le SCNC, mouvement indépendantiste, a fait sensation en déclarant symboliquement l'indépendance de la partie anglophone du pays. Il a hissé un drapeau dans la ville portuaire de Limbé, dans le Sud-ouest. Le choix de cette ville ne devait rien au hasard. Car, les enjeux ne sont pas seulement politiques et culturels. Ils sont aussi économiques. Les anglophones estiment qu'ils sont assis sur des richesses, exploitées à leur détriment par les francophones. En plus de ses ressources halieutiques, la ville de Limbé est une région minière et pétrolière qui abrite le siège de la Société nationale de raffinerie²². N'est-il pas commun d'entendre les ressortissants de ces régions et bien d'autres se plaindre de ce qu'aucun projet structurant ne se trouve "chez eux"? Ce sentiment est résumé dans cette lettre de Akere Muna à son ami francophone. Il y écrit :

Imagine que ton village ait un gisement important de pétrole et que l'usine de raffinerie ait son quartier à lui, son hôpital, ses résidences, son école, bref tout pour les personnes y travaillant, que la plupart ne soient qu'anglophones, vivant loin de la réalité de ton village... Imagine que cette raffinerie ait sa dénomination en anglais alors qu'une usine de sucre se trouvant dans une province anglophone se retrouve avec une dénomination en français. Imagine que dans cette atmosphère votre village n'ait pas fait un pas en trente ans. Imagine enfin lorsque tu te plains, qu'on te traite de sécessionniste ou d'ennemi dans la maison ou encore mieux on te demande de rentrer chez toi au Gabon. C'est cela de façon très superficielle le lot quotidien de ton frère anglophone qui après 30 ans se demande, s'il a fait le bon choix puisque ce n'est qu'à lui qu'on avait demandé s'il voulait la réunification avec son frère francophone pendant que celui-ci était en pleine guerre et que le terrorisme battait son plein ; il a réfléchi avec son cœur et les yeux complètement fermés²³.

sécessionnistes de la partie anglophone du pays", 19 mai 2014, <http://www.slateafrique.com/87603/cameroun-anglophones-partition-independance-biya>

22. Ibid.

23. A. Muna, "Lettre à mon frère francophone", Génération Hors série no. 1 du 25 au 31 janvier 1995.

Aussi, contrairement aux attentes des anglophones, le fédéralisme n'a pas débouché sur une parité stricte pour ce qui concerne leur héritage culturel et ce qu'ils considèrent comme leur identité anglophone. Il s'est avéré n'être qu'une phase transitoire de l'intégration totale de la région anglophone dans un État unitaire fortement centralisé²⁴. Cette situation a graduellement favorisé une prise de conscience anglophone fondée sur le sentiment d'être "marginalisé" politiquement, "exploité", "assimilé" par un État dominé par les francophones²⁵. Une fois encore reportons nous à la lettre d'Akere Muna en 1995. Il écrit :

Imagine que tu aies toujours eu un président anglophone, que jamais en 30 ans tu n'aies eu un francophone comme secrétaire général, directeur de Cabinet civil du président de la République, ministre de la Défense, ministre de la Fonction publique, ministre de l'Information ou de la Communication, ministre du Plan, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, ministre de l'Éducation nationale, Secrétaire d'État à la Sécurité nationale, Secrétaire d'État à la défense chargé de la Gendarmerie nationale, Délégué général à la Sécurité nationale, Directeur général du CENER, Ambassadeur en France, aux États-Unis, au Nigeria, ou jamais plus de trois secrétaires généraux dans les ministères et dans les sociétés parapubliques les plus prestigieuses. Imagine que le programme des grandes écoles ne soit traité que par le système britannique, rendant l'accès aux établissements comme Polytechnique et autres, très difficile²⁶.

Le Southern Cameroons National Council, bien que minoritaire, a d'ailleurs toujours réclamé l'indépendance et manifesté des velléités séparatistes. Cette tension permanente est visible au sein des administrations publiques notamment les établissements publics bilingues (les lycées notamment) où on assiste à la formation d'un dualisme constitué par le proviseur (s'il est francophone) et le vice-principal (équivalent de Censeur) qui est plus obéi par ses collègues que le proviseur lui-même. D'ailleurs, cette tentation resurgit lorsqu'un

24. Ce sentiment, à en croire Bouopda Pierre Kamé, n'est pas dénué de tout fondement. Il examine en toute lucidité les enjeux de la réunification et de l'unification. Pour en savoir plus, Voir Pierre Bouopda Kamé, *Cameroun. Du protectorat vers la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2008. ; F., Kenne, "Ahmadou Ahidjo : entre la légitimation de son pouvoir et la quête de l'unité nationale (1960-1972)", in Abwa, D., Ayissi, L., Tsala Tsala, C. (éds), *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.309-326.

25. P. Konings, "Le problème 'anglophone' au Cameroun dans les années 1990", 1996, p.25.

26. A. Muna, "Lettre à mon frère francophone", Génération Hors série no. 1 du 25 au 31 janvier 1995.

chef d'établissement francophone "fourre son nez" dans le General Certificate of Education²⁷. D'où le sentiment qu'ont les usagers et les collègues de côtoyer deux établissements. Le fait est que dans les établissements publics, et ce depuis quelques années, on assiste à la promotion d'enseignants francophones au titre de censeur en section anglophone ; ce qui ne manque pas de susciter quelques frustrations supplémentaires.

Bien plus, le sentiment d'avoir été abandonné, présent chez les ressortissants de ces deux régions du Cameroun, que nous avons évoqué plus haut, est de plus en plus utilisé par les ressortissants d'autres régions notamment les politiciens et autres universitaires pour banaliser leurs réclamations. Ces derniers arguent que toutes les régions du Cameroun souffrent des mêmes problèmes à savoir l'enclavement, l'insuffisance des équipements sociaux de base, etc. Ces arguments qui évoquent les déséquilibres territoriaux comme une fatalité vont plus loin en remettant en question l'identité anglophone des régions concernées. Ce jeu identitaire divise une bonne partie de l'élite camerounaise. Le titre du récent ouvrage du Professeur Daniel Abwa, *Ni Anglophones, ni francophones : tous des camerounais. Essai d'analyse historique en hommage au regretté Pr. M. Z. Njeuma* édité en 2015²⁸, est significatif à cet égard. En effet, la citoyenneté et la référence au Kamerun allemand sont mobilisés pour signifier le fait que l'identité anglophone dont ils se revendiquent n'est qu'un héritage colonial. Par ailleurs, la notion d'anglophone est relativisée par les partisans de cette thèse du fait qu'à l'évidence, les francophones envoient davantage leurs enfants dans le sous-système anglophone. À cette tendance s'ajoute d'importants transferts de populations qui depuis les années 1950 ont poussé les populations du côté francophone à migrer vers la zone anglophone²⁹ sans oublier les nombreux brassages du fait des mariages interethniques. Chacun se réclame anglophone du simple fait de la pratique de la langue. On se situe donc en face d'un conflit de légitimités, savamment créé, mobilisé et entretenu, destiné à définir qui est anglophone au Cameroun et qui ne l'est pas.

27. Il s'agit de l'examen qui sanctionne la fin du cycle secondaire dans le sous-système anglophone au Cameroun.

28. Voir à cet effet, D. Abwa, *Ni Anglophones, ni francophones : tous des camerounais. Essai d'analyse historique en hommage au regretté Pr. M. Z. Njeuma*, Yaoundé, Ed. Le Kilimandjaro, août 2015, 205 pages

29. Les raisons sont multiples. Entre autres nous pouvons citer la volonté de trouver un refuge pour les militants de l'UPC réprimés par le pouvoir colonial français, les raisons économiques du fait de la volonté d'exploiter les terres fertiles qui longent les massifs volcaniques du Mont Cameroun, etc.

Ces tentatives de déni se couplent avec d'autres pratiques qui renforcent ce mal être. Il s'agit des termes souvent utilisés pour nommer les compatriotes de ces deux régions anglophones bien que cela ne constitue pas une exclusivité³⁰. Les termes Anglo et Anglophone ne sont pas de simples actes de nomination. À en croire Mulo Farenfia, ces termes traduisent une certaine volonté opiniâtre et malveillante de faire exister les Camerounais qu'ils désignent dans un cadre bien défini³¹. Peu importe qu'un Camerounais soit Mankon, Balondo, Bakweri, Bafut, par exemple, celui-ci est avant tout Anglo. Cette construction identitaire est d'autant plus insultante qu'elle inscrit les Camerounais anglophones dans un total anonymat ethnonymique. Un autre cas de violence qui semble gagner du terrain dans l'énonciation sociopolitique camerounaise est la tendance à "greffer" les ethnies des régions anglophones à d'autres ethnies du pays. Cette opération est exprimée par les termes Anglo-Bami, Anglo-Sawa. Ces compositions nominales qui symbolisent la phagocytose, future symbolique de ces ethnies-là, qui dans l'imagerie populaire, seraient des "sous-ensembles" d'autres ethnies plus connues, plus puissantes et plus importantes³².

Pierre Fandio pour sa part traite l'attitude collective à l'égard des Anglophones de "désinvolture certaine teintée du mépris souverain du conquérant face au vaincu"³³. Au delà du "génocide linguistique" qu'il relève, il dénonce la toponymie de l'exclusion et de la division qui a cours depuis des décennies à travers l'apprentissage des langues étrangères³⁴. Ambroise Kom va plus loin. Selon lui en effet, les conflits interculturels au Cameroun ne se ramènent pas à un problème de bilinguisme anglais/français mais plutôt à une lutte entre une petite élite anglophone et une élite francophone hégémonique. Les anglophones luttent contre la francisation pure et simple de leur communauté. Surtout parce que

30. En réalité, tous les termes injurieux ou stigmatisant sont utilisés pour désigner les groupes ethniques importants au Cameroun. Les Fang-Béti-Bulu sont appelés Kwah par les Bamiléké; les ressortissants du Nord Wadjo, "Nordiste", les Bamiléké "envahisseurs", les sudistes Gadamayo au Septentrion, etc. Le répertoire est vaste et dense.

31. B. Mulo Farenfia, "Violences verbales en contexte pluriethnique: le cas du Cameroun", in I. Bazié, H. Jürgen-Lusebrink (Éds), *Violences postcoloniales: représentations littéraires et perceptions médiatiques*, Berlin, LIT Verlag, 2011, pp.273-298.

32. Ibid, p. 288.

33. P. Fandio, "Enseignement des langues étrangères et problématique de l'intégration nationale en Afrique postcoloniale: le cas du Cameroun", in *Mots Pluriels*, no 23, mars 2003, 11p. Disponible à http://www.ddl.ish-lyon.cnrs.fr/fulltext/fflac/Fandio_2003_langues_%C3%A9trang%C3%A8res.pdf

34. Ibid.

derrière la francisation se profile en réalité la lutte pour le triomphe des valeurs coloniales françaises. Les tensions linguistiques deviennent de ce fait l'expression des hégémonies néocoloniales³⁵.

Il y va de même de l'expatriation symbolique ou la mise en question de la «camerounité» de ces compatriotes très souvent désignés "Biafrais". En effet, à la suite de leur volonté de retour au fédéralisme, le discours politique les a dépeints comme les adversaires de l'unité nationale, les traîtres mus par la volonté de porter atteinte à la stabilité et à l'intégrité de l'État. Le jeu de mots est également utilisé pour dire la violence. En effet, on observe un jeu morphologique qui s'opère sur le terme Anglo. Il consiste à remplacer le suffixe phone par les mots "Fou" et *Fool*. Ainsi, un *Anglofou* ou *Anglofool* est perçu comme une personne "anormale", "gauche", "maladroite"³⁶.

Ainsi, et on l'aura remarqué, le "problème anglophone" au Cameroun relève d'un secret de polichinelle. Les Anglophones ont depuis 1961 lutté pour exister, être reconnus; sont les seuls à lutter pour avoir accès aux traductions même des documents officiels. Le nier participe de la mauvaise foi. Il n'est pas question que l'on se cache derrière des pseudo-nationalismes et pseudo-patriotismes qui n'ont qu'un effet masturbatoire pour reprendre autrement Akere Muna. Qu'on le veuille ou pas, il représente un cailloux dans la chaussure et les événements récents au Cameroun le prouvent.

II- CONTESTATIONS SOCIALES ET REMISE EN CAUSE DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT : VERS UNE GÉOPOLITIQUE PAR LE "BAS" ?

L'expression du mal être des Anglophones est visible depuis les années 1980 et ce sous diverses formes. À l'action des élites se substituent progressivement celle des masses populaires digne d'une "géopolitique par le bas".

En effet, si les divisions entre Anglophones (notamment les élites du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) et un système répressif n'ont pas permis l'expression de ces frustrations jusqu'en 1982, le régime de Paul Biya va les voir s'affirmer. L'élite anglophone va protester dès 1984 lorsque ce dernier décide de revenir sur l'expression République du Cameroun (au détriment

35. Pour plus de détails, Voir A. Kom, "Conflits interculturels et tentation séparatiste au Cameroun", *Cahiers Francophones d'Europe Centre-orientale*, Y A-t-il un dialogue interculturel dans les pays Francophones?, Actes du colloque international de l'AEFECE, 18-23 avril 1995, Tome I, Vienne, Fritz Peter Kirsch, 1995, pp.145-156.

36. B. Mulo Farenfia, "Violences verbales en contexte pluriethnique", 2011, p.293.

de République Unie du Cameroun), nom du Cameroun français indépendant avant la réunification pour désigner officiellement l'ensemble de la nation. C'est ainsi qu'en 1985, un avocat anglophone, Fon Gorgi Dinka est arrêté après avoir déclaré anticonstitutionnel le régime de Biya et appelé à l'indépendance du Southern Cameroons, rebaptisé République d'Ambazonie³⁷. La même année, l'élite anglophone proteste contre sa mise à l'écart du pouvoir politique. Elle prétend que les revenus provenant des ressources pétrolières sont plutôt utilisés par l'État dominé par les francophones pour stimuler l'économie de la région francophone et engraisser le clan Béti au pouvoir. Elle dénonce également le fait que la SONARA (Société Nationale de Raffinerie) située à Limbé soit dirigée par un francophone et pourvue également d'un personnel majoritairement francophone.

Par ailleurs, le 9 mai 1990, l'architecte anglophone de l'état fédéral, John Ngu Foncha démissionne de son poste de vice-président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais. Dans sa lettre de démission, il déclare :

The Anglophone Cameroonians who I brought into Union have been ridiculed and referred to as "Les Biafrais", les "ennemis dans la maison", "les traîtres", etc and the constitutional provisions which protected this Anglophone minority have been suppressed, Their voice drowned while the rule of the gun replaced the dialogue"³⁸.

Aussi, la libéralisation politique de 1990 a permis la création de plusieurs associations et groupes de pression plus agressifs sur la question. Il s'agit entre autres du Free West Cameroon Movement (FWCM) et de l'Ambazonia Movement de Fon Gorgi Dinka qui prônait la sécession. Les groupes majoritaires dont le Cameroon Anglophone Movement (CAM) et le All Anglophone Congress (AAC) s'en tiennent toutefois au retour au fédéralisme. Du 2 au 3 avril 1993, plus de 5000 membres de l'élite anglophone se rencontrent à Buéa afin d'adopter une position anglophone commune au sujet de la réforme constitutionnelle. La "Déclaration de Buéa" publiée à la fin de cette rencontre expose les nombreuses doléances des anglophones au sujet de la domination francophone et en appelle à un retour à l'État fédéral. L'AAC crée un "Anglophone Standing Committee" de 65 membres qui soumet le 16 mai 1993 un avant-projet de constitution fédérale au comité technique de la réforme constitutionnelle. Il y est revendiqué une large autonomie politique,

financière, fiscale, l'alternance à la présidence de la république fédérale, etc. La deuxième conférence anglophone organisée à Bamenda du 29 avril au 2 mai 1994 brandit la menace de la "proclamation" de l'indépendance du Southern Cameroon³⁹.

Parallèlement, une offensive diplomatique est lancée en vue de bénéficier de soutiens internationaux au sein d'organisations notamment les Nations Unies et le Commonwealth. Une délégation est envoyée à New-York pour protester contre l'«annexion de son ancien territoire sous-tutelle», le Southern Cameroons avec la participation de John Ngu Foncha et de Salomon Tandeng Muna. La présence de ces deux leaders réunis autour de cette cause, malgré leurs divergences, témoigne de sa gravité et aurait été suffisante pour interpellier la partie francophone. De même, l'implication de Foncha dans la démarche peut être perçue comme une volonté de se racheter. En effet, critiqué par les populations anglophones qui l'ont toujours accusé de les avoir engagé dans une voie politique incertaine, il avait déjà demandé pardon à Buéa à l'occasion de la tenue de la All Anglophone Congress du 12 au 14 avril 1993⁴⁰. Par ailleurs, ces groupes de pression ont aussi tout fait pour que le Southern Cameroons fasse son entrée au sein du Commonwealth au détriment de la République du Cameroun. Pour eux en effet, seul le Southern Cameroons réunissait les conditions historiques et linguistiques requises pour l'admission. Résultat, la demande formulée par le Cameroun en 1989 n'a abouti qu'au sommet du Commonwealth en Nouvelle-Zélande le 1er novembre 1995. Lors de ce sommet, la délégation du Southern Cameroons plaide en faveur de l'organisation d'un référendum d'indépendance pour le Southern Cameroons⁴¹.

De même, l'occupation d'un poste important par un Anglophone n'est pas une garantie de ce qu'il dispose d'une marge de manœuvre. À ce propos, le cardinal Christian Tumi, Archevêque émérite de Douala et par ailleurs Anglophone, écrit : «Les ennuis quotidiens du Premier Ministre anglophone sur certains dossiers, le manque de respect répété, chronique et ouvert dont il est l'objet de la part de certains membres du gouvernement, aggravent une situation déjà fort embarrassante»⁴². Le bilinguisme officiel s'est fourvoyé dans plusieurs travers que résume Sa'a Guimatsia : la loi du nombre a conféré la prééminence au français, malgré les dispositions constitutionnelles assurant une égale

39. Ibid, pp.29-30.

40. J. S. Nkarey, *Afrique. L'histoire entre le Cameroun anglophone*, 2014, p.180.

41. Ibid, pp.30-31.

42. C. Tumi, *Ma foi, le Cameroun à mettre à neuf*, Éditions Véritas, Douala, 2011.

37. P. Konings, "Le problème 'anglophone' au Cameroun dans les années 1990", 1996, pp.27-28.

38. Cité par P. Konings, "Le problème 'anglophone' au Cameroun dans les années 1990", 1996, pp.27-28.

valeur aux deux langues officielles; la promotion du bilinguisme est restée minimale et juste scolaire, au lieu d'être systématique et portée par des lois linguistiques sectorielles comme par exemple en Afrique du Sud; le bilinguisme est finalement resté assez déséquilibré dans le pays parce qu'il ne s'appuie pas toujours sur le biculturalisme, étant donné que les individus, les institutions et même les autorités le considèrent juste comme souhaitable mais non obligatoire⁴³. Au bout du compte, les Anglophones sont socialement comprimés et pratiquement marginalisés, et ne peuvent donc ni enrichir ni impacter le système culturel dominant au Cameroun, d'où leur sentiment d'assimilation pure et simple par les Francophones⁴⁴.

À côté de cette revendication des élites que l'on pourrait qualifier de "par le haut", on assiste à l'émergence d'une contestation "par le bas" qui concerne une frange de la population. En réalité, cette "géopolitique par le bas" est le fait des nationalismes régionaux qui mettent de l'avant une contre-expertise territoriale⁴⁵. Si elle se manifeste le plus souvent par le rejet de projets d'aménagement au nom de territorialités locales qui peuvent relever d'un sentiment NIMBY (*Not In My BackYard*, "pas dans mon arrière-cour"), dans notre cas ici, il s'agit d'un syndrome inversé de WNIMBY, "pourquoi pas dans ma cour" (*Why Not In My BackYard*). Ces derniers revendiquent plutôt la mise en œuvre de projets de développement dans les deux régions concernées. En effet, la frustration des Anglophones face à l'État dominé par les francophones, comme nous l'avons relevé plus haut, a souvent été évoquée comme l'une des causes fondamentales de l'émergence du principal parti d'opposition dans cette zone, en l'occurrence le Social Democratic Front (SDF) de John Fru Ndi fondé en 1990 à Bamenda. Luc Sindjoun et Georges Courade soutiennent à cet effet que la dynamique subversive du "bas" explique la popularité de John Fru Ndi en 1992, ce libraire "pidjinophone" dont le profil populiste s'oppose aux "longs crayons" de Yaoundé⁴⁶. Il va d'ailleurs lancer une campagne de désobéissance civile ponctuée de confrontation ouverte

43. F. Sa'ah Guimatsia, "Le problème anglophone au Cameroun: Comment éteindre le volcan en éruption?", https://www.editions-harmattan.fr/auteurs/article_pop.asp?no=31905&no_artiste=18165; Sa'ah Guimatsia, F., *Cinquante ans de bilinguisme au Cameroun. Quelles perspectives en Afrique?*, Paris, L'Harmattan, 2010.

44. Ibid.

45. D. Goeury, P. Sierra, *Introduction à l'analyse des territoires. Concepts, outils, applications*, Paris, A. Colin, 2016, pp. 76-77.

46. L. Sindjoun, G. Courade, "Introduction au thème: Le Cameroun dans l'entre-deux", in *Présence Africaine*, No 62, Paris, Karthala, juin 1996, p. 7.

pendant l'opération "villes mortes" de 1991⁴⁷. Par ailleurs, on assiste à de violentes protestations à la suite de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle de 1992 contre "le vol de la victoire du Chairman". À cela s'ajoute des actions de sensibilisation et l'introduction de commémorations alternatives. C'est le cas du 20 mai⁴⁸ qui est déclaré "jour de deuil" et la célébration du 1er octobre⁴⁹ comme jour de l'indépendance.

Ainsi, la vague de protestation des avocats anglophones, des enseignants présumés⁵⁰ et d'une frange de la population à laquelle nous avons assisté depuis quelques mois s'inscrit dans une trajectoire historique et refait surface en fonction des enjeux et du contexte. En effet, les avocats anglophones en grève dénoncent depuis le 11 octobre 2016 l'absence depuis une décennie de version anglaise du Code CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés financiers) et des traités OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires). Le problème de la traduction des documents dans le domaine judiciaire ne date pas d'aujourd'hui. Akere Muna le dénonçait déjà en 1995 dans sa lettre à son ami francophone⁵¹. Le mouvement "villes mortes" décidé en association avec les enseignants et des membres de la société civile anglophone dans le cadre d'un consortium a largement été suivi, provoquant la suspension des cours sur plusieurs mois. Ce consortium baptisé Cameroon

47. En effet, l'opposition lance en mai-juin 1991 l'opération "villes mortes" et la campagne de désobéissance civile pour paralyser l'activité dans les grandes villes du pays; faisant ainsi régner l'insécurité et la terreur.

48. Cette date marque l'unification des deux Cameroun en 1972.

49. Elle correspond à l'indépendance du Southern Cameroons qui rejoint la République du Cameroun dans le cadre de la fédération.

50. Nous préférons cette prudence du fait que nous ne disposons pas d'informations suffisantes quant à la qualité et sur l'identité des meneurs. Ce qui est sûr par contre c'est le fait qu'ils se revendiquaient des enseignants.

51. Il s'y offusquait en ces termes: "Imagine... que pendant 30 années le système administratif ait complètement changé, les signalisations routières soient en anglais, tout comme le langage financier, administratif, militaire. Que même les lettres émanant de l'administration centrale de Buea soient en anglais, t'obligeant à engager un traducteur à tes frais. Imagine qu'à chaque fois qu'il faille harmoniser le système judiciaire ce ne soit que les notions de Common Law qu'on vous impose dans un système basé sur le code Napoléon causant des incompréhensions juridiques. Que la plupart du temps à la Cour Suprême il faille traduire tous vos documents en anglais avant qu'elle ne siège. Imagine que tu sortes de la case et te voies interpellé par un policier qui ne parle qu'anglais et que le fait que tu insistes à lui parler en français soit dans le dessein de le narguer".

Anglophone Civil Society Consortium a rapidement été frappé de nullité à la suite d'un arrêté du Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation. Ses actions représentant une menace pour la sûreté de l'État et passibles de la loi antiterroriste de décembre 2014 comme nous le verrons plus loin.

Il est donc inopérant que le président Paul Biya ne voit en eux qu'un groupe de manifestants extrémistes, manipulés et instrumentalisés⁵². Il va même plus loin en affirmant: "Il n'est pas convenable que certains veuillent se servir de ce cadre de liberté pour poser des actes de violence et chercher à porter atteinte à l'unité de notre pays"⁵³. Le problème de fond est évacué d'un revers de la main.

III- LA GESTION DU PROBLÈME ANGLOPHONE : SORTIR DU PIÈGE !

La gestion actuelle de ce qu'il est convenu de nommer le "problème Anglophone", peu importe, s'inscrit dans la permanence. En effet, en réponse à ce défi, le régime Biya a toujours minimisé voire nié le problème. Il a toujours cherché à diviser l'élite anglophone en rémunérant ses alliés et en réprimant ouvertement les sécessionnistes. La division anglophone-francophone est également minimisée et banalisée en faisant référence à la période coloniale allemande et au caractère officiel du bilinguisme et du multiculturalisme. La mémoire des héros de l'indépendance est une fois de plus utilisée pour les besoins de la cause⁵⁴. Il en est de même de l'unité et de la paix qui sont évoquées tel un opium. Dans son discours à la nation en date du 31 décembre 2016 il déclarait à cet effet:

Le peuple camerounais, comme un seul homme, s'est engagé à construire une nation unie, inclusive et bilingue. Il s'agit là d'une expérience unique en Afrique... Nous devons donc rester à l'écoute les uns des autres. Nous devons rester ouverts aux idées amélioratives, à l'exclusion toutefois, de celles qui viendraient à toucher à la forme de notre État. ...nous sommes prêts à aller plus loin. Nous sommes disposés,

52. Message du chef de l'État Paul Biya à la nation le 31 décembre 2016.

53. Ibid.

54. Il est frappant de voir comment les autorités se servent d'une histoire qu'elles ont du mal à assumer et à digérer. Dans le même discours du 31 décembre 2016, le président Paul Biya affirme: "Je voudrais donc, avant toute autre chose, vous dire solennellement, ce soir, que le Cameroun est un pays plus que jamais debout. Un pays UN et INDIVISIBLE, fier de sa diversité culturelle et jaloux de sa liberté ne l'oublions jamais, nous marchons sur les pas des pères fondateurs de notre pays, de nos héros nationaux, qui ont versé leur sang pour léguer à la postérité une nation unie dans sa diversité.

à la suite et dans l'esprit des artisans de la Réunification, à créer une structure nationale dont la mission sera de nous proposer des solutions pour maintenir la paix, consolider l'unité de notre pays et renforcer notre volonté et notre pratique quotidienne du VIVRE ENSEMBLE⁵⁵.

Par ailleurs, les alliés anglophones du pouvoir ont, dès les années 1990, condamné les appels démagogiques et irresponsables des responsables du mouvement "fédéraliste" tout en contestant leur qualité de "porte-parole" de la communauté anglophone⁵⁶. D'ailleurs, le président Paul Biya dans son message à la nation le 31 décembre 2016 est formel: "L'unité du Cameroun est donc un héritage précieux avec lequel nul n'a le droit de prendre des libertés. Et quelle que soit la pertinence d'une revendication, celle-ci perd toute légitimité, sitôt qu'elle compromet, tant soit peu, la construction de l'unité nationale"⁵⁷. Bien avant, certains représentants de la South West Chiefs Conference et de la South West Elites Association ont tenté depuis les années 1990 de dissocier la région du Sud-Ouest des délibérations de l'AAC et de la déclaration de Buéa. Parmi eux, nous pouvons citer Emmanuel Tabi Egbe, Peter Agbor Tabi, Joseph Takem, Ephraïm Enoni, Chief Mukete. Certains vont d'ailleurs accéder à des postes gouvernementaux. C'est ainsi qu'en 1992, Simon Achidi Achu du Nord-Ouest et Éphraïm Inoni du Sud-Ouest sont nommés respectivement Premier ministre et Secrétaire-adjoint à la présidence de la république. Ce dernier par la suite est promu premier ministre en 2004, poste qu'il occupe jusqu'en 2009⁵⁸. On est là assez proche de la généralisation de la société de clientèle, bref cette politique du "Njangui" qu'évoque l'ancien premier ministre et sénateur Simon Achidi Achu repris par Luc Sindjoun⁵⁹.

55. P. Biya, Message à la nation, à l'occasion de la fin d'année 2016 et du Nouvel An 2017, Yaoundé, 31 décembre 2016.

56. Récemment encore, l'attitude du SDF parti d'opposition en dit long. En effet, John Fru Ndi lors du dernier National Executive Committee du 25 mars 2017 laissa entendre que le député Joseph Wirba qui a pris fait et cause pour les manifestants était responsable de "ses orientations personnelles" et non le parti. Un désaveu à peine voilé.

57. Message du chef de l'État à la nation, à l'occasion de la fin d'année 2016 et du Nouvel An 2017, Yaoundé, 31 décembre 2016.

58. Il tombe en disgrâce par la suite et est écroué à la prison centrale de Kondengui (Yaoundé) dans le cadre de l'opération épervier.

59. Voir à cet effet, L. Sindjoun, "Le champ social camerounais: désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État", in *Politique Africaine*, No 62,

Bien plus, à la suite des manifestations ayant suivi la proclamation des résultats de l'élection présidentielle, la répression est lancée avec la proclamation de l'État d'urgence dans le Nord-Ouest pendant 3 mois et l'assignation à résidence de l'opposant John Fru Ndi. Il est clair que face à l'intransigeance de l'opposition qui fut très active dans les régions anglophones, le pouvoir s'est radicalisé. Il va mettre en place des commandements militaires opérationnels dans les 7 provinces sur dix qu'il ne contrôle plus⁶⁰. Le ton présidentiel concernant les récents événements est sans ambiguïté. En effet, à l'occasion de ses vœux à la nation le 31 décembre 2016 et s'exprimant sur les événements des régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, le président Paul Biya affirma : "en pareille circonstance, l'État a le devoir impérieux de rétablir l'ordre, au nom de la loi et dans l'intérêt de tous. Agir autrement, c'est compromettre notre démocratie ; c'est laisser l'anarchie s'installer à la place de l'État de droit"⁶¹.

Il profita également de l'occasion pour condamner de façon énergique tous les actes de violence, d'où qu'ils viennent, quels qu'en soient les auteurs. Aussi martela-t-il : "Nous tirerons toutes les conséquences des différentes enquêtes en cours à ce sujet"⁶². La loi anti-terroriste 23 décembre 2014 votée dans le cadre de la lutte contre la secte islamiste Boko Haram est d'ailleurs mobilisée afin de mettre hors d'état de nuire les leaders du mouvement qui sont écroués à la prison de Kondengui à Yaoundé. Certains, dont Nkongho Felix Agbor Balla et Fontem Afortekaa Neba, ont d'ailleurs comparu devant le tribunal militaire de Yaoundé le 13 février 2017 auquel la loi anti-terroriste a consacré l'exclusivité en ce qui concerne la répression des actes de terrorisme. Ils font face à de nombreux chefs d'accusation dont les actes de terrorisme, hostilité contre la patrie, sécession, révolution, insurrection, outrage au président de la république, rébellion de groupe, guerre civile, apologie de crime, etc. Officiellement, il est fait état de 82 arrestations. Il en est de même des leaders qui prennent publiquement la parole en guise de soutien à ces manifestants. C'est le cas de Ayah Paul, Avocat Général de la Cour Suprême du Cameroun arrêté le 21 janvier 2017 et détenu au Secrétariat d'État à

Le Cameroun dans l'entre-deux, Paris, Karthala, juin 1996, pp.57-67.

60. Cf P. Bigombe Logo, H.-L. Menthong, "Crise de légitimité et évidence de la continuité politique", in *Politique Africaine*, No 62, Le Cameroun dans l'entre-deux, Paris, Karthala, juin 1996, pp.15-23.

61. Message du chef de l'État Paul Biya à la nation, Yaoundé, 31 décembre 2016.

62. Ibid.

la Défense. C'est également le cas de Joseph Wirba Mbiydzonyuy⁶³, député du Jakiri dans le département de Mbui visé par un mandat d'arrêt depuis avril 2017. Les villes de Buéa et Bamenda ont été militarisées. Le bâtonnier Akere Muna a lui aussi été entendu dans cette scabreuse affaire⁶⁴. Les régions en question ont été privées de connexion internet et il a fallu la pression internationale et la visite du représentant du secrétaire général des Nations Unies pour que la connexion soit rétablie sous haute instruction du président de la république.

On ne peut plus continuer à faire semblant. Les enjeux soulevés par les enseignants anglophones doivent être examinés avec lucidité. En effet, la question de l'harmonisation des programmes entre les deux sous systèmes francophone et anglophone, doit tenir compte de la destination des élèves à la fin de leur parcours au secondaire, c'est-à-dire l'après diplomation. Pour les francophones, les pays de destination après le Baccalauréat sont principalement, pour ceux qui s'expatrient, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique. Ceux qui optent pour les pays autres que ceux mentionnés se soumettent aux cours de langue. Quant à ceux restés au pays, ils se dirigent principalement vers les universités francophones dont Yaoundé I, Yaoundé II, Ngaoundéré, Douala, Dschang, Maroua⁶⁵. Par contre, du côté anglophone, à défaut de rester au pays, il se dirigent principalement vers les USA, l'Angleterre, l'Australie, le Nigéria, le Canada, etc. Les trajectoires ainsi que les traditions académiques sont donc différentes. Une uniformisation des programmes qui tend à s'arrimer à la forme unitaire de l'État devrait en tenir compte⁶⁶. Aussi, la réforme du système éducatif camerounais appelle à plus d'audace à l'opposé des aménagements cosmétiques observés çà et là. Soit le pays s'engage dans un véritable bilinguisme au niveau de l'éducation dont le Lycée de Moliko à Buéa fut le symbole et le miroir, soit il adopte une approche régionale avec des établissements publics qui respectent l'identité linguistique de chaque région tout en garantissant la présence d'établissements de l'autre langue

63. Il y représente le parti d'opposition le SDF de John Fru Ndi

64. Lui qui en 1995 écrivait : "Les cris que nous tentons d'étouffer aujourd'hui reviendront hanter nos nuits. Notre force à nous demeure dans notre diversité et je suis sûr que toute tentative d'affaiblir cette diversité ne peut aller que dans le sens de nous affaiblir". Ces propos sont d'actualité.

65. Nous ne prétextons pas ici que les anglophones ne fréquentent pas les universités francophones. D'ailleurs, ceux d'entre eux qui sollicitaient les universités francophones n'avaient pas le choix. Seules les universités francophones disposaient de toutes les filières jusqu'à une date récente.

66. Elle aurait pu intervenir plus tôt c'est-à-dire en 1972.

officielle. C'est une question assez délicate qui nécessite un examen approfondi et évidemment ne peut faire l'objet d'un article. Car il s'agit de prendre en compte des enjeux plus complexes qu'en apparence.

Le malaise social actuel appelle à une approche inclusive, globale et intégrée. Car à travers le problème anglophone se profile "le problème camerounais", pluriel et complexe qui peut, en fonction des sensibilités et des enjeux, se décliner en "problème Bamiléké"; en "problème du Septentrion" (avec des accusations rapportées par la presse, *L'Oeil du Sahel* en l'occurrence, de la marginalisation des ressortissants de la région au sein de l'appareil judiciaire et surtout de l'instrumentalisation politique de la lutte contre la secte islamiste Boko Haram); en "problème de l'Est", notamment en raison de l'enclavement et de la pauvreté; en "problème Bassa" (qui découle des contentieux historiques jamais élucidés); en "problème du pays organisateur" (nous pensons ici à l'ouvrage du feu Dr Charles Ateba Eyene, *Les paradoxes du pays organisateur, élites productrices ou prédatrices: le cas de la province du Sud à l'ère Biya (1982-2007)*⁶⁷); du "problème Pygmée", cette minorité inaudible qui voit son habitat naturel détruit par une exploitation sauvage de la forêt sans ménagement, etc. Certains se traduisent par des mémorandums et autres revendications portés à la connaissance du pouvoir politique.

Il importe par conséquent de dépasser les plans d'urgence pour penser le long terme. Nous pensons qu'un management de l'urgence et de la réaction ne peut venir à bout de revendications qui menacent la stabilité d'une nation. L'État doit être à l'écoute des énergies en travail dans le triangle national et mettre en dialogue les différents registres de légitimité afin que chacun prenne véritablement sa place et se sente concerné. Pour y arriver, il faut rebâtir un nouveau contrat social entre l'État, qui à travers ses représentants peine à se faire entendre, et les populations. Nous l'avons vu avec le traitement réservé à la délégation officielle constituée des ministres de l'Enseignement supérieur, des Enseignements secondaires, de l'Éducation de base, etc. envoyée pour dialoguer avec les parties impliquées dans les revendications. Ce comité interministériel ad hoc chargé de trouver une issue pacifique à cette crise et dirigé par Ghogomu Paul

67. Dans cet ouvrage paru aux éditions Saint-Paul à Yaoundé en 2008, il montre comment les populations de la région d'origine du président (le Sud notamment) sont comptables des errements des élites politiques et crouissent, au même titre que les autres Camerounais, dans la pauvreté; situation malheureusement mal perçue dans l'imagerie populaire qui fait d'eux les protégés du système.

Mingo, directeur du cabinet du premier ministre, s'est achevé sur un échec.

Cette légitimité perdue ne peut être retrouvée qu'en mettant en place des instances ou mécanismes de proximité géographiques mais surtout institutionnels dans le cadre d'une véritable mise en œuvre de la décentralisation⁶⁸, seule à même de réduire les incertitudes. Le Cameroun n'a pas le choix que de les réduire s'il veut être cette terre d'attractivités⁶⁹. On ne peut faire autrement que de bâtir une société civile forte et un réseau d'organismes communautaires et d'entrepreneurs sociaux qui assureraient le relais de moult organisations communautaristes qui enferment les Camerounais dans les limites de l'ethnie et du village. Luc Sindjoun et Georges Courade se demandaient en 1996, si les "fameuses" élites qui assurent la médiation entre le haut et le bas pouvaient faire preuve de "dynamisme" afin d'inverser la crise de confiance qu'éprouvent les Camerounais à l'égard de leurs capacités à rebondir ou si l'élitisme camerounais devait-il s'indurer dans la quête identitaire dont on sait sur quoi elle a débouché ailleurs?⁷⁰ Cette interrogation reste d'actualité. Également, ils faisaient un constat assez frappant: "la société politique camerounaise reste fondamentalement une «droguée de la logique étatique», ce qui explique le retard qu'elle met à créer un véritable milieu associatif et syndical (et nous ajouterons communautaire), susceptible de créer une dynamique dans tous les domaines de la vie quotidienne. Il ne s'agit plus d'opérer des arrangements ou quelques accommodements dans le cadre du partage des rentes de l'État imparfaitement baptisé "équilibre régional" et qui ne profitent qu'à des clans, mais de penser l'utilisation des ressources de l'État pour satisfaire les besoins des Camerounais dans leur ensemble en tant que citoyens.

On l'a vu, le problème des différences culturelles/linguistiques au Cameroun refait surface, tantôt est occulté par l'illusion unitaire et intégrationniste de la Nation, tantôt mis en relief par les «ennemis de la Nation» selon le vocabulaire consacré. Il ne s'agit plus de revendiquer les spécificités, ni pour chaque région d'imposer sa vision des choses. La reconnais-

68. Bien qu'elle ne figure pas dans les revendications originelles des manifestants, son accélération a entre autres été réclamée par les parlementaires (sénateurs et députés) RDPC du Nord-Ouest réunis à Bamenda en date du 15 février 2017 sous la présidence de Achidi Achu, ex-premier ministre et sénateur.

69. Du thème officiel de la Conférence Économique Internationale de Yaoundé «Investir au Cameroun, Terre d'Attractivités» tenue au mois de mai 2016.

70. L. Sindjoun, G. Courade, "Introduction au thème: Le Cameroun dans l'entre-deux", 1996, p. 14.

sance des différences est conçue comme un arrachement, une déchirure par où passera la possibilité d'un dialogue notamment interculturel. Le terme d'interculturel implique l'idée d'interrelations, de rapports et d'échanges entre cultures différentes. Il faut moins le comprendre comme le contact entre objets indépendants (deux cultures au contact par exemple) qu'en tant qu'interaction où ces objets se constituent tout autant qu'ils communiquent⁷¹. Il y va de l'avenir de la république.

CONCLUSION

Comme nous l'avons relevé tout au long de cette contribution à travers le "Problème Anglophone", les rapports entre ethnies et même groupes linguistiques (francophones et anglophones) sont des rapports complexes. Par ailleurs, en remontant dans l'histoire pour relire cette relation à la fois connue et ignorée de tous, il ne s'agit nullement pour nous de revendiquer un déni de la différence encore moins de célébrer la différence, mais de faire en sorte que l'existence des cultures différentes ne soit pas un obstacle à la connaissance du monde lorsque l'étranger est dans une autre région que la nôtre. Il faut aller au-delà de la limite que nous impose l'identité pour explorer la rencontre interculturelle. La finalité de celle-ci est que les différentes parties apprennent à communiquer entre elles, à mieux se connaître et à se découvrir au-delà des préjugés, des stéréotypes et des clivages de leurs cultures d'origine. Il importe donc, de prendre en compte la mémoire des lieux et des peuples, de construire de façon volontariste une nouvelle citoyenneté. Il faut également corriger les multiples dysfonctionnements institutionnels et s'engager dans la voie d'un débat et d'une compétition politique sains et apaisés voire éthiquement non connotés⁷². Enfin, comme l'appelait de ses vœux Lucien Ayissi⁷³, dans le but de construire une conscience nationale solide et durable, l'hétérogénéité positive des références anthropologiques (et nous ajouterons linguistiques) camerounaises doit être politiquement investie dans la construction d'une communauté de dessein et de destin.

71. J.-R. Ladmiral, E. M. Lipiansky, *La communication interculturelle*, Paris, A. Colin, 1989, 1989, p.10.

72. Allusion ici faite aux propos attribués par les cables Wikileaks à Amadou Ali, ex-ministre de la justice, relatifs à l'impossibilité pour les ressortissants de certaines régions du Cameroun à prétendre à l'exercice du pouvoir politique.

73. L. Ayissi, «De Rio Dos Camaroes à l'État du Cameroun : les fortunes politiques liées au procès de construction d'une république», in Abwa, D., Ayissi, L., Tsala Tsala, C. (éds), *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réuni*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.13-21.

BIBLIOGRAPHIE

1) Abwa, D., "Le problème anglophone au Cameroun : facteur d'intégration ou de désintégration nationale ? «, in C. Dubois, M. Michel, P. Soumille (éds), *Frontières plurielles, frontières conflictuelles en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.115-141.

2) Abwa, D., *Ni Anglophones, ni francophones : tous des camerounais. Essai d'analyse historique en hommage au regretté Pr. M. Z. Njeuma*, Yaoundé, Ed. Le Kilimandjaro, août 2015, 205p.

3) Alima, J.-B., *Les chemins de l'unité nationale. Comment se forge une nation : l'expérience camerounaise*, Paris, ABC, 1977, 187p.

4) Ayissi, L., «De Rio Dos Camaroes à l'État du Cameroun : les fortunes politiques liées au procès de construction d'une république», in Abwa, D., Ayissi, L., Tsala Tsala, C. (éds), *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réuni*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.13-21.

5) Bigombe Logo, P., Menthong, H.-L., "Crise de légitimité et évidence de la continuité politique", in *Politique Africaine*, No 62, Le Cameroun dans l'entre-deux, Paris, Karthala, juin 1996, pp.15-23.

6) Biya, P., "Message à la nation, à l'occasion de la fin d'année 2016 et du Nouvel An 2017", Yaoundé, 31 décembre 2016.

7) Bouopda Kamé, P., *Cameroun. Du protectorat vers la démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2008, 452 p.

8) Dong Mougno, M. G., "Cameroun : expression des identités antagonistes dans une nation à vocation pacifique 1960-2010", in Abwa, D., Ayissi, L., Tsala Tsala, C. (éds), *Regards croisés sur les cinquantenaires au Cameroun indépendant et réuni*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp.75-90.

9) Dze Ngwa, W., "The Anglophone Problem in Cameroon: A Historical Perspective, 1916-1995", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I, 1998.

10) Fandio, P., "Enseignement des langues étrangères et problématique de l'intégration nationale en Afrique postcoloniale : le cas du Cameroun", in *Mots Pluriels*, n° 23, mars 2003, 11 p. Disponible à http://www.ddl.ish-lyon.cnrs.fr/fulltext/fflac/_Fandio_2003_langues_%C3%A9trang%C3%A8res.pdf

11) Goeury, D., Sierra, P., *Introduction à l'analyse des territoires. Concepts, outils, applications*, Paris, A. Colin, 2016, 223 p.

12) Kenne, F., "Ahmadou Ahidjo : entre la légitimation de son pouvoir et la quête de l'unité nationale (1960-1972)", in Abwa, D., Ayissi, L., Tsala Tsala, C. (éds), *Regards croisés sur les cinquantenaires au*

Cameroun indépendant et réuni, Paris, L'Harmattan, 2012, pp. 309-326.

13) Kom, A., "Conflits interculturels et tentation séparatiste au Cameroun", *Cahiers Francophones d'Europe Centre-orientale*, Y A-t-il un dialogue interculturel dans les pays Francophones?, Actes du colloque international de l'AEFECE, 18-23 avril 1995, Tome I, Vienne, Fritz Peter Kirsch, 1995, pp.143-153.

14) Konings, P., "Le problème 'anglophone' au Cameroun dans les années 1990", in *Politique Africaine*, n° 62, Le Cameroun dans l'entre-deux, Paris, Karthala, juin 1996, pp.25-34.

15) Kpwang Kpwang, R., "L'évolution de l'État du Cameroun au lendemain de l'indépendance: de la République du Cameroun (RC) à la République du Cameroun (RC) (1960-1996)", in Abwa, D., Ayissi, L., Tsala Tsala, C. (éds), *Regards croisés sur les cinquante ans au Cameroun indépendant et réuni*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp. 155-180.

16) Ladmiral, J.-R., Lipiansky, E. M., *La communication interculturelle*, Paris, A. Colin, 1989, 319 p.

17) Mbog, R., "Cameroun: pourquoi les anglophones veulent la partition. Le 40^e anniversaire de la création de l'État unitaire du Cameroun masque mal les velléités sécessionnistes de la partie anglophone du pays", 19 mai 2014, <http://www.slateafrique.com/87603/cameroun-anglophones-partition-independance-biya>

18) Mulo Farenfia, B., "Violences verbales en contexte pluriethnique: le cas du Cameroun", in I. Bazié, H. Jurgen-Lusebrink (Éds), *Violences postcoloniales: représentations littéraires et perceptions médiatiques*, Berlin, LIT Verlag, 2011, pp. 273-298.

19) Muna, A., "Lettre à mon frère francophone", *Génération Hors série* n° 1 du 25 au 31 janvier 1995.

20) Nkarey J. S., *Afrique. L'histoire entre le Cameroun anglophone et le Cameroun francophone de 1472 à 2003*, Paris, Publibook, 2014, 266p.

21) Sa'ah Guimatsia, F., *Cinquante ans de bilinguisme au Cameroun. Quelles perspectives en Afrique?*, Paris, L'Harmattan, 2010.

22) Sa'ah Guimatsia, F., "Le problème anglophone au Cameroun: Comment éteindre le volcan en éruption?", https://www.editions-harmattan.fr/auteurs/article_pop.asp?no=31905&no_artiste=18165

23) Sindjoun, L., "Le champ social camerounais: désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État", in *Politique Africaine*, n° 62, Le Cameroun dans l'entre-deux, Paris, Karthala, juin 1996, pp.57-67.

24) Sindjoun, L., Courade, G., "Introduction au thème: Le Cameroun dans l'entre-deux", in *Présence Africaine*, n° 62, Paris, Karthala, juin 1996, pp.3-14.

25) Tchinda Kenfo, J., «Le passé au service de l'émergence du Cameroun: pouvoir ou devoir de mémoire?», in Zozime Alphonse Tamekamta (Sous la direction), *L'émergence du Cameroun en 2035 Discours ex ante et utopie ex post?*, Presses Universitaires Francophones, Allemagne, 2016.

26) Tobie-Kuoh, C., *Mon témoignage. Le Cameroun de l'indépendance (1958-1970)*, Paris, Karthala, 1990, 214 p.

27) Tumi, C., *Ma foi, le Cameroun à mettre à neuf*, Éditions Véritas, Douala, 2011, 271 p.